

## INTRODUCTION

Les rapports des sciences sociales<sup>1</sup> avec la guerre et l'armée, au sens vague qu'il s'agit ici d'affiner, sont par plus d'un aspect problématiques. Une difficulté notable fut longtemps celle de la légitimité des thèmes concernés, soumise pour une part à l'air politique et moral du temps (défavorable pendant plus d'un demi-siècle), pour une autre à des orientations cognitives qui prédisposaient peu à les aborder de front (I). Une seconde, effective aujourd'hui encore, est celle de la pertinence scientifique d'un domaine que d'aucuns voient comme transversal et sans unité profonde, ce qui – entre autres – peut expliquer l'absence usuelle de définition qui y prévaut (II). Une troisième est d'ordre méthodologique : nombre des approches longtemps privilégiées par les *social scientists* sont prises à contre-pied par une matière parfois, sinon souvent, rebelle à des façons de faire dominantes, peu discutées jusqu'à une époque récente. Une telle matière oblige donc à des choix de méthode générale, qu'il faut alors préciser et justifier (III). Sur l'ensemble de ces points, il convient de s'expliquer d'entrée, avant d'indiquer les options de contenu et de forme qui président à cet ouvrage (IV).

### I

L'étude des questions militaires occupe, dans les sciences de l'homme et de la société, une place paradoxale. Longtemps tenue en marge à titre ordinaire, elle n'en a pas moins vu défiler une large part du gotha des sciences sociales depuis les origines : souvent avant l'institutionnalisation des disciplines concernées. Elle compte en effet, parmi ses contributeurs occasionnels, tangentiels ou centraux, un nombre étonnamment élevé de précurseurs, de classiques et d'auteurs contemporains du premier rang<sup>2</sup>, diversement interpellés par la guerre, ses causes ou raisons, sa conduite, ses coûts et conséquences, la mobilisation et

1 Sont visées ici la sociologie, la science politique (relations internationales incluses), la psychologie (au sens large qui inclut ses diverses déclinaisons ou parentés), l'anthropologie, l'histoire, la géographie, l'économie et le management, à quoi on ajoutera la philosophie et le droit.

2 Une liste – purement indicative – en est fournie à la fin de cette introduction (p. 33-34). Ses attendus explicitent la distinction entre contributeurs « occasionnels », « tangentiels » et « centraux ».

N.B. Les noms d'auteur suivis de la mention d'une année renvoient à la bibliographie offerte en fin de volume.

l'organisation des énergies qu'elle requiert, le devenir des rôles assignés à la force, les contrôles qui s'exercent sur ceux qui la manient, les rapports qui s'instaurent entre eux, le pouvoir politique et la société, et bien d'autres sujets connexes.

L'ampleur cumulée sur le long terme des travaux que suscitent ces questions est très loin d'être négligeable : la littérature « militaire » de sciences sociales compte sans doute, sur plus d'un siècle, toutes langues confondues, plusieurs dizaines de milliers de titres publiés, que ce soit sous forme d'ouvrages, d'articles ou de rapports de recherche<sup>3</sup>.

18 Mieux : les contributions du champ militaire à ce que les diverses disciplines considèrent comme leurs acquis centraux ont souvent été substantiels. Les méthodes d'enquête empirique aujourd'hui classiques, les concepts de bureaucratie, de frustration relative, de groupe de référence, de profession, de rationalité limitée, la psychotechnique, l'intérêt pour les méthodes de propagande, la *contact hypothesis*, la théorie des jeux, le *bureaucratic politics model*, les techniques décisionnelles et de rationalisation budgétaire, et bien d'autres, y sont nés, s'en inspirent, ou à tout le moins y ont été esquissés, testés de façon décisive, ou magistralement illustrés – autant de traces marquantes souvent liées à des circonstances (les deux guerres mondiales, puis la Guerre froide) où la chose militaire ne se laisse pas facilement oublier, et où les sciences sociales font face à une demande publique forte.

Pourtant, première caractéristique du champ militaire, cette littérature internationale reste largement méconnue, et sans lien fort avec les paradigmes qui dominent la théorisation de l'action sociale, de l'ordre qui prévaut dans les sociétés, et du changement qui les affecte. Sachant la place historique que tient la guerre au xx<sup>e</sup> siècle, au moment où les sciences sociales parviennent à maturité, on ne peut que s'en étonner.

Le paradoxe d'un champ important en droit, mais marginalisé en fait<sup>4</sup> même s'il est loin d'avoir démerité, ne s'éclaire que si l'on se reporte à la genèse des sciences humaines, au xix<sup>e</sup> siècle, et à leur histoire depuis lors. Plus exactement,

---

3 L'estimation grossière ci-dessus se fonde sur l'ampleur de deux corpus (Boëne, 1995 ; Bardiès, 2008), l'un américain, portant sur la période 1892-1992, l'autre français, sur une période plus longue (1815-1991), constitués par le procédé de la boule de neige sur la base de citations croisées à partir de « noyaux » classiques par période. Ces deux corpus, qui n'ont capté qu'une part vraisemblablement fort minoritaire de la production, et ne concernent que les États-Unis et la France, parviennent *ensemble* au chiffre cumulé de quelque 5 000 titres (dont plus de 95 % postérieurs aux années 1930). Les flux vont croissant : le rythme de progression du volume de publications extrapolé à partir des dernières décennies prises en compte par ces deux corpus est de l'ordre d'un doublement de la production (titres et pages) en quelque 25 ans. Une conjecture plus que plausible est que ce rythme s'est accéléré depuis la fin de la Guerre froide.

4 Pour d'autres traitements dans le même sens : Joas & Knöbl, 2008 ; Malesic, 2010, 2011.

si l'on se penche sur celles de la sociologie, non pas comme discipline spécialisée parmi d'autres au sein d'un spectre varié d'approches de l'homme et de la société, mais – selon la conception qui était celle de Durkheim, et que rien n'est vraiment venu démentir dans les faits jusqu'à ce jour – comme matrice méthodologique et théorique de la pensée sociale dans son ensemble<sup>5</sup>.

#### La sociologie des pères fondateurs

On admet depuis Nisbet (1966) que la sociologie s'est érigée au XIX<sup>e</sup> siècle sur la base d'une synthèse entre l'héritage des Lumières et la réaction romantique anti-individualiste (Herder, Fichte, et sous certains rapports, Hegel) qu'il suscite assez rapidement. Une telle synthèse se reflète de manière significative dans le fait que tous ou presque, ses pères fondateurs partageaient la certitude que la guerre était destinée à disparaître. Cependant, une ligne de partage existe aux origines entre ceux dont l'inspiration cognitive et normative procède en droite ligne des Lumières, et ceux qui, à des degrés divers, en rejettent l'universalisme. Pour les premiers, la guerre s'épuisera bientôt par pure désuétude, du fait de son inadéquation à la société industrielle, tout comme avant elle l'Inquisition, le duel ou plus récemment l'esclavage n'ont pas survécu au changement des mœurs qu'imprime la Modernité. Les seconds y voient moins la marque d'un progrès linéaire qu'un effet émergent : une ruse de la raison historique. Qu'une telle idée – la paix adviendra, contre les intentions des hommes, « du sein même de leurs discordes » – trouve son origine dans le *Projet de paix perpétuelle* de Kant<sup>6</sup> indique assez que tous les tenants de cette position ne sont pas à ranger parmi les réactionnaires – même si certains le sont.

- 5 La pensée durkheimienne s'est très tôt diffusée dans les autres sciences sociales, jusque dans le droit (qu'on songe à Duguit, Hauriou ou Scelle); elle informe aujourd'hui l'étude des relations internationales au travers des écoles anglaise et française. Plus généralement, les grands paradigmes sociologiques – ceux de Weber, Parsons, Habermas, Bourdieu, Touraine, Luhmann, Giddens, Coleman ou Boudon, et d'autres – servent de référence centrale à un grand nombre de travaux dans les autres disciplines (psychologie exceptée). On n'en trouve guère d'équivalents (sauf peut-être s'agissant de Freud et de Foucault) émanant d'autres disciplines.
- 6 Kant, 1795; trad. française, 1796, p. 48. L'idée eschatologique d'un dessein de la nature (« *natura daedala rerum* ») et d'un rôle positif du conflit et de la guerre est déjà présente chez lui dans des textes antérieurs : « Remercions donc la nature pour cette incompatibilité d'humeur, pour la vanité rivalisant dans l'envie, pour l'appétit insatiable de possession et même de domination ! Sans elle toutes les dispositions naturelles excellentes de l'humanité sommeilleraient non développées pour l'éternité. L'homme veut la concorde, mais la nature sait mieux que lui ce qui est bon pour son espèce : elle veut la discorde » (Kant, 1990 [1784], p. 75). Ou encore : « [...] en dépit de l'effroyable détresse dont elle accable l'espèce humaine et de la misère peut-être encore plus grande qu'impose sa constante préparation en temps de paix, la guerre est cependant une tendance supplémentaire (alors que l'espérance d'un état paisible de bonheur du peuple s'éloigne toujours plus) pour développer au plus haut point tous les talents qui servent à la culture » (Kant, 1979 [1790], § 83, p. 243).

Cette dernière thèse, très présente aux origines, prend à contre-pied l'idée (rétrospective) d'une inimitié native des sciences sociales à l'égard des questions militaires. En affirmant que l'avènement de la paix éternelle à laquelle aspire l'Humanité s'accomplira spontanément, sur la longue période, par la mécanique même des conflits violents (équilibre des puissances, concentration graduelle des souverainetés par le jeu des conquêtes, risques dissuasifs, ou lassitude) nés de passions mauvaises, elle ouvre un espace où il s'avère possible d'aborder l'étude de la guerre de manière sereine, hors de la charge normative forte, de signe négatif, que lui assignent les Lumières. Elle est alors vue comme un phénomène découlant de la coexistence potentiellement conflictuelle de collectivités organiques souveraines, qui entendent persévérer dans l'être politique. Les heurts violents entre elles, s'ils sont risqués et dangereux, ne présentent pas que des inconvénients (ils peuvent même, à certains égards, s'avérer fonctionnels et positifs, notamment en ce que le conflit favorise la conscience de soi collective et l'unité du groupe).

20

Une telle vision explique, pour une part au moins, l'existence avant 1914, en Allemagne et en Autriche, dans une moindre mesure outre-Atlantique, d'écoles sociologiques qui prennent le conflit, la guerre et le réalisme stratégique au sérieux : Georg Simmel, Max Weber et Emil Lederer, mais aussi William Graham Sumner, partageront de telles convictions. À ces positions modérées, il est vrai, s'en ajoutent d'autres, au même moment et aux mêmes endroits, auxquelles sont attachés les noms de Ludwig Gumplowicz, Gustav Ratzenhofer ou Heinrich von Treitschke, et qui ne seront pas totalement sans échos dans une Amérique alors (brièvement) tentée par l'aventure impériale. Pour ces auteurs, tenants d'une version dure – biologisée – du darwinisme social et d'un romantisme de la force teinté de nietzschéisme, la coexistence des États-nations est *nécessairement* conflictuelle, et la guerre un test de leur vitalité<sup>7</sup>. Entre ces deux groupes, l'opposition cognitive se double d'une seconde, normative.

On ne peut donc pas dire que la sociologie, et à travers elle les autres sciences humaines, a de toute éternité considéré le conflit armé comme indigne d'être étudié, ou peu utile à la compréhension du social. Mais la Grande Guerre ruine

---

7 Ces contributeurs répondent bien à la caractérisation, par Michael Mann (1988), d'une « tradition militariste », pour l'essentiel austro-allemande, dans la « sociologie » des années 1880-1930, dont il piste le parcours de Gumplowicz à Carl Schmitt. Mais Mann pousse sa thèse trop loin en refusant d'opérer la distinction faite ci-dessus entre au moins deux groupes, puisqu'il inclut parmi ces auteurs « militaristes » Weber, Simmel, Hintze, Oppenheimer, Pareto et Mosca. On ne peut que souscrire au jugement de Hans Joas (2003) sur ce point: la tradition sociologique « militariste » ainsi conçue est trop hétérogène pour en être une.

pour longtemps cette part de l'héritage, délégitimée dès lors qu'on prend la mesure du désastre humain et moral qu'elle a engendré. On peut à cet égard parler d'un effet de sidération des milieux intellectuels<sup>8</sup>.

Se trouvent ainsi discréditées les deux thèses rivales qui dominaient la scène jusque-là : celle d'une société industrielle par nature moins belliqueuse que les vieilles sociétés « militaires » ou « militantes », et celle qui voyait la guerre tuer la violence entre États, pour ainsi dire à petit feu, sans mettre en péril la civilisation elle-même – éventualité que bien peu de penseurs avaient envisagée avant-guerre<sup>9</sup>. La seule violence bénéficiant d'un droit de cité en sciences sociales sera pour longtemps celle qu'envisagent, à l'intérieur des sociétés politiques plutôt (ou plus souvent) qu'entre elles, les successeurs de Marx et Engels sous la forme de la lutte des classes<sup>10</sup>.

À compter de ce tournant majeur, les sciences sociales se détournent des thématiques conflictuelles, au demeurant associées à la pensée dominante des puissances vaincues. En dehors du monde germanique (où elles traverseront une période de purgatoire), celles de Weber et de Simmel ne commenceront à être connues que fort tard : pour le premier cité, dans les années 1930 aux États-Unis, dans la décennie 1960 en France (moments où son œuvre est enfin traduite), à compter des années 1980, pour les mêmes raisons, s'agissant du second<sup>11</sup>. Les versions les plus dures – celles d'Ernst Jünger (1931, 1932), Carl Schmitt (1932) ou Erich Ludendorff (1935), par exemple – n'y réapparaîtront que dans le sillage de la montée du Nazisme. L'acceptation du conflit s'exprimera aux États-Unis de façon fort minoritaire, résignée ou prophétique, avec Reinhold Niebuhr (1932) ou James Burnham (1941). Mais, venues respectivement de

- 
- 8 Il est remarquable qu'en dehors d'écrivains (Barbusse, Dorgelès, Genevoix, Jünger, Hemingway, etc.) et de philosophes (Alain), les survivants parmi les intellectuels de la génération qui a connu le feu sont par la suite restés silencieux sur leur expérience et les réflexions qu'ils en tirent. Sur ce point : Audoin-Rouzeau, 2008. La production de sciences sociales en matière militaire connaît alors un creux quantitatif et qualitatif.
- 9 On trouve toutefois quelques exceptions remarquables : l'ouvrage d'Ivan Bloch (1898), et le mouvement « catastrophiste » né dans les milieux d'affaires américains (Carnegie), appuyé par le Tsar Nicolas II, qui débouchera sur les conventions de La Haye (1899, 1907). Mais personne n'avait envisagé dans toute leur ampleur les conséquences qui seront celles de la Grande Guerre.
- 10 Encore cette violence sociale est-elle envisagée le plus souvent sous l'angle de ses sources économiques et sociales, ou des fonctions qu'on lui assigne de part et d'autre, plutôt que sous celui de ses modalités ou de ses conséquences inattendues. On reviendra au chapitre IV (p. 104-105) sur les rapports qu'entretient la tradition intellectuelle marxiste avec la guerre et le champ militaire.
- 11 Il est vrai que Lewis Coser (1956) et son *conflict functionalism* s'appuieront sur Simmel, presque oublié aux États-Unis depuis les années 1920, mais l'accent y est mis sur les vertus socialisatrices du conflit plutôt que les déchirures du tissu social qu'il peut occasionner, et la guerre en est absente.

la philosophie du droit, de l'essayisme, de la théologie protestante ou d'un technocratisme néo-machiavélien beaucoup plus que du sein même des sciences de l'homme, ces positions demeureront clairement hors du *mainstream*.

Les sciences sociales, dès lors, vont s'en remettre, dans le monde anglo-saxon, à une pensée libérale mal armée pour penser la guerre, et laisser la voie libre en France à la domination longtemps sans partage de la pensée durkheimienne, qui pour l'essentiel l'ignore.

#### Influence du libéralisme...

22 Privilégiant l'individu, l'égalité formelle, la raison, et le progrès que permet le caractère perfectible de l'Homme et de la société, le libéralisme rejette toute forme de domination appuyée sur la force. On distingue classiquement en son sein, deux pôles souvent opposés : un pôle économique, qui met l'accent sur la liberté d'entreprendre, les prérogatives attachées au droit de propriété et une vision fondée sur le postulat d'une harmonie préétablie (« main invisible ») entre intérêts privés et bien public (prospérité collective), d'un pôle sociopolitique, qui insiste beaucoup plus sur les droits naturels et la valeur intrinsèque de tout individu. Le libéralisme économique tend à dévaloriser le soldat, improductif en temps de paix, et destructeur potentiel de vies humaines et de richesses matérielles en temps de guerre. L'influence du libéralisme sociopolitique, quant à lui, est bien plus large. L'une de ses caractéristiques centrales est sa relative incapacité à penser la violence et les rapports de force dans leur dimension collective. Centré sur l'individu, il ne voit dans l'État qu'un mal, nécessaire sans doute au bon fonctionnement de la société civile, mais un mal tout de même, qu'il convient de restreindre à un nombre limité de fonctions : synthèse des intérêts, protection des individus, mise en place d'un cadre institutionnel favorisant le développement économique et social.

Surtout, il n'envisage pas d'environnement extérieur potentiellement hostile. Les libéraux sont ainsi enclins, lorsque se posent des problèmes internationaux, à proposer des solutions ayant fait leurs preuves dans l'ordre libéral interne : la république, la liberté du commerce, le développement industriel, des réformes sociales, l'éducation, des traités d'arbitrage, une Cour internationale de justice, une Société des Nations ou une Organisation des Nations unies. D'où aussi leur propension à juger le comportement des acteurs de la scène internationale, leur propre État inclus, selon des critères objectifs au regard d'une norme idéale : la maximisation des libertés et des chances d'épanouissement des personnes. Il s'ensuit que leur premier réflexe en matière internationale est souvent une attitude de non-engagement, voire de neutralisme, à laquelle ils ne renoncent que lorsque leur position de juste milieu est remise en cause par l'un des belligérants : les États-Unis en ont fourni le meilleur exemple à l'âge classique,

c'est-à-dire avant leur conversion au réalisme stratégique dans la séquence 1947-1950. Ou d'imposer, comme ce sera le cas américain encore après 1945, lorsque la situation et leur puissance sont telles qu'ils sont en mesure de *moraliser* les rapports interétatiques, un ordre pacifique conforme à leur image de soi idéalisée. On s'explique pour partie ainsi, quand le libéralisme est à l'état pur, le refus libéral des politiques de puissance, jugées immorales, et le malaise récurrent lorsque la situation internationale impose de telles politiques au nom de la survie. Il est clair que des sciences sociales dont la référence normative dominante est libérale sont bien filles des Lumières.

### ... et de Durkheim

Le cas de la sociologie durkheimienne est plus complexe. Durkheim reprend, pour le mettre au service de la III<sup>e</sup> République naissante, le projet de Comte : réconcilier le « progrès » (les acquis de la Révolution) et l'« ordre » (le souci de surmonter les déchirures profondes qu'elle a engendrées) en demandant à la science sociale « positive » de définir les conditions d'un retour à l'unité consensuelle. Le propos est donc double. Il est libéral au sens où Durkheim fait de l'autonomie de la personne et d'une conception universaliste du Bien les pierres d'angle de sa vision sociologique. Il faut d'ailleurs chercher assez loin dans la profondeur du filigrane de son œuvre pour trouver le politique. Mais il s'agit aussi pour lui de les concilier avec le fait que la société préexiste à l'individu, et avec le primat logique du social qui en découle. Il s'ensuit un accent mis sur le lien social positif, celui qui permet à un agglomérat humain de « faire société ».

Non réductible à la somme de ses constituants, extérieure à eux et source de contrainte, la société, à l'âge de solidarités « organiques » plus complexes et plus fragiles que les solidarités « mécaniques » d'autrefois, a pour fonction de « créer de l'idéal ». Durkheim en trouve la clé dans des normes issues de la cristallisation de représentations et d'affects communs : « avant tout un ensemble d'idées, de croyances, de sentiments de toutes sortes, qui se réalisent par les individus<sup>12</sup> ». Une telle cristallisation prend la forme d'une fusion des consciences individuelles, fruit de la socialisation. Dans une telle vision, le conflit ne peut avoir qu'un statut pathologique : celui des effets que produit l'absence de règles, ou la confusion qui les affecte (« anomie »).

Les relations internationales, même s'il ne ferme pas la porte à des prolongements de ses thèses sur ce terrain, ne donnent lieu chez lui qu'à de maigres développements épars<sup>13</sup>. La guerre n'apparaît qu'*in extremis*, dans

12 Citations tirées de Durkheim, 1906, p. 23 et 49 de l'édition en ligne.

13 Voir : Ramel, 2004 et 2006 ; Badie, 2005.

des écrits sur l'Allemagne dont toute la question est de savoir s'ils sont de pure circonstance et sans beaucoup de rapports avec son œuvre sociologique, ou si au contraire ils se situent dans le droit fil de ses thèses cardinales<sup>14</sup>.

Toujours est-il qu'au sein de celles-ci, les seules allusions à l'armée et à la guerre sont le suicide « altruiste » (dont il fait de l'esprit militaire l'une des sources) et le renforcement de la solidarité du peuple (dont le « sens social » est grandement avivé durant les hostilités)<sup>15</sup>. Dans les écrits de guerre, il reproche aux intellectuels allemands (Treitschke) l'héritage hégélien qui fait de l'État l'agent de l'objectivation de l'esprit social, façonné au moyen des lois, et de la guerre un moteur du changement social, interne et externe, qui implique la volonté de puissance. Durkheim y oppose la vision d'un État « résultante et non cause » de la vie sociale, chargé d'une fonction tout à la fois pédagogique, prophylactique et curative. Sa vision de la guerre est celle d'un catalyseur/accélérateur de tendances normalement vouées à s'affirmer sans elle. Elle n'est pour lui qu'un accident de la santé sociale, dont il trouve la cause générale dans la recherche de puissance, « hypertrophie morbide de la volonté ». Si le « normal », indexé sur la généralité, est le critère définissant une société saine, il convient d'œuvrer « à le rétablir s'il est troublé, à en retrouver les conditions si elles viennent à changer<sup>16</sup> ». La pensée durkheimienne est donc étrangère aux rapports de pouvoir ou de puissance : il ne peut y être question que de contributions à l'harmonie d'ensemble, régulée par les normes et les institutions, dont la sociologie est la science.

La suite ne démentira pas ces orientations. Après une période qui sera de creux en Europe, et vouée en Amérique à l'« induction au plus près des faits », le retour des sciences sociales à la théorisation, à compter de la fin des années 1930, s'effectue aux États-Unis sur la base d'une synthèse entre Durkheim, Pareto (la société comme système en équilibre) et les idéaux du libéralisme. Le fonctionnalisme, emmené par Malinowski, Parsons puis Merton,

14 Durkheim, 1915. La guerre le touche de très près au soir de sa vie. Il y perd son fils André, sous-lieutenant de l'Armée d'Orient, tué au combat en 1915. Il est par ailleurs très impliqué dans le soutien intellectuel à l'effort de guerre français au titre du « Comité d'études et documents sur la guerre ».

15 Eulriet, 2008. Cette idée est partagée par Simmel et ses disciples. Lewis Coser (1982, p. 65) relève ainsi une citation très suggestive de Churchill à propos de la première guerre mondiale. « La structure de la société du temps avait disparu et la vie avait revêtu une étrange intensité sous l'influence de la guerre. Cette mystérieuse influence avait exalté les hommes et les femmes et élevé leur esprit jusqu'à mépriser la peine, le sacrifice et la mort. Une camaraderie était devenue possible entre les hommes, les classes et les nations, et elle grandissait à mesure que grandissaient les pressions hostiles et que s'imposait la cause commune » (cité par Guth, 1986).

16 *Les Règles de la méthode sociologique*, chap. III.

et qui s'impose pour trois décennies et plus<sup>17</sup>, ne diffère en effet de la pensée durkheimienne que par l'importance plus grande accordée aux individus, la substitution de la culture à la morale, et l'idée d'un système social doté de stabilisateurs automatiques. Pour le reste, il n'est question que d'intégration, de valeurs et de normes, et (c'est particulièrement net chez Parsons) de vocation thérapeutique de la sociologie au bénéfice de la société. Dans ces conditions, le conflit, *a fortiori* le conflit violent, ne peut apparaître que comme une perturbation provisoire et remédiable des équilibres.

#### Des années 1920 à aujourd'hui

Dans l'intervalle, les horreurs du second conflit mondial, puis les tensions qu'engendrent la Guerre froide et les guerres coloniales n'ont guère contribué à rendre ces thématiques populaires parmi les auteurs du premier rang au sein des courants généralistes dominants. La période qui va de 1950 à 1980 voit émerger, en marge du marxisme ou contre lui, nombre de programmes de recherche structurants qui cultivent l'oubli, ou le déni, de la guerre, des armées et de la coercition physique. Entre-temps s'est développé, souvent en vase clos, un champ militaire qui s'enorgueillit de noms illustres et de contributions majeures à l'avancement des sciences sociales – sans parvenir à percer le mur d'indifférence ou d'hostilité muette qui l'entoure. On a alors le sentiment que son existence même sert d'alibi à une majorité de *social scientists* qui préfèrent regarder ailleurs<sup>18</sup>.

Il faudra attendre le tournant de la décennie 1980, dans le monde anglo-saxon, pour voir réapparaître au sein de l'élite des sciences sociales, comme centres d'intérêt susceptibles de réorienter vers eux le *mainstream* de la recherche, l'autonomie du politique et de l'État (Skocpol, 1979, 1985), le rôle historique de la guerre dans la genèse des États (Tilly, 1975, 1978, 1990), ou l'État-nation et la violence (Giddens, 1985). Cette relégitimation intellectuelle a précédé de peu la fin de la Guerre froide, et l'avènement d'une situation internationale inédite, sujette aux rebondissements, qui voit le fossé des valeurs se combler au moins pour partie, et les thématiques militaires se renouveler presque entièrement, attirer de nouveaux chercheurs – mais aussi sembler perdre une partie de leur raison d'être autonome au détour de transformations de leurs objets mêmes.

Les chercheurs spécialisés du champ ne sont plus aujourd'hui soumis aux effets de ghetto, d'ostracisme et de soupçon qu'ils ont connus par le passé,

17 Surtout si l'on considère que peut s'y rattacher le néo-institutionnalisme des années 1980 et 1990.

18 C'est ce que relèvent Joas et Knöbl (2013, p. 14). Giddens (1987, p. 18) parlait à cet égard de ghetto institutionnel.

des années 1920 à la décennie 1970 incluse, et auxquels n'échappaient que ceux qui s'étaient fait un nom par ailleurs. La condition qui a été la leur un large demi-siècle durant est rétrospectivement reconnue par les « généralistes » comme injustifiable, voire intellectuellement scandaleuse. Si leurs écrits ne sont guère plus lus qu'auparavant, leurs intérêts de connaissance sont moins coupés de l'air du temps, et leurs effectifs ont augmenté de manière très sensible.

C'est le moment qu'ils choisissent – et il faudra s'en expliquer dans la Troisième partie de cet ouvrage – pour s'interroger sur l'avenir même de leur champ d'études: un paradoxe chasse l'autre...

## II

26

Cette marginalité historique, relative et inégale au fil du temps, puis finalement surmontée ou presque, n'est pas la seule caractéristique fâcheuse du champ militaire. Une seconde réside dans le fait que les efforts systématiques pour définir et délimiter le domaine, cartographier les thématiques, situer les spécificités, y sont fort rares: seuls s'y risquent les auteurs de bibliographies classées et annotées. Or ces bibliographies, du moins celles couvrant l'ensemble du champ, sont anciennes – les dernières ont plus de trente ans – et il est probable que, devant l'ampleur de la littérature accumulée depuis lors et sauf à se faire très sélectives, elles ne seront pas renouvelées. C'est à cette lacune que se propose d'abord de remédier cet ouvrage (Première partie), en précisant ce qui fait l'unité d'un champ par ailleurs fort disparate, les objets qu'il étudie, et les dynamiques qui les affectent.

La quasi-absence d'autodéfinition peut sans doute se voir comme l'effet d'influences empiristes ou pragmatiques au sein d'une production fortement dominée par les auteurs anglo-saxons. Après tout, les bibliographies classiques sont américaines<sup>19</sup>, et situent la part des publications anglophones à plus des 4/5<sup>es</sup> du total qu'elles recensent. Mais l'on aurait tort de s'en tenir là. La perception d'un objet polymorphe et changeant, qui recoupe toutes les thématiques généralistes et suscite des traitements couvrant tout le spectre des sciences de l'homme, incite peu à tenter d'identifier la substance d'un champ d'études *sui generis*, à en dessiner les contours, et à en proposer une ou des définitions. Il est en effet bien peu de facettes du social, au sens le plus large, qui n'affectent l'action ou les institutions martiales, ou ne soient affectées par elles – dans les périodes de crise ou de guerre, mais aussi en temps ordinaire. La forme

---

19 Par exemple: Lang, 1972; Harries-Jenkins & Moskos, 1981. Si l'on tient compte de leur probable biais au profit des travaux de langue anglaise, on peut, de manière plus réaliste, situer cette part entre la moitié et les 2/3 de la littérature « militaire » internationale dans son ensemble.

même des sociétés politiques, et leurs relations, doivent beaucoup aux facteurs militaires. La matière se présente à l'observation comme composée d'aspects multiples, solidaires et imbriqués, qu'il est difficile d'isoler nettement, et qui invitent à des angles de vue pluriels. Elle s'organise, en deux volets principaux, reflets de deux impératifs identifiés par Samuel Huntington (1957) dans son étude classique des rapports entre le soldat et l'État : *fonctionnel* (recherche de l'efficacité collective dans l'action, figures que prennent les interactions entre parties au conflit) et *sociopolitique* (rapports avec l'environnement civil). Elle ne se distingue guère à cet égard – au moins à première vue – de ce que met en lumière l'étude de n'importe quel groupe social à finalité pratique.

L'abondance des thèmes et la multidisciplinarité du champ sont donc de fondation. Parcourir les bibliographies de référence suffit pour se convaincre de la pluralité des problématiques et approches disciplinaires possibles : loin que les sociologues soient en situation de monopole dans ce qu'un usage ancien dénomme « sociologie militaire », parmi ses classiques figurent des travaux de politistes, d'anthropologues, d'économistes, d'historiens, de géographes, de psychologues et psychiatres sociaux, de philosophes et de juristes. Les spécialistes des relations internationales et les « stratégistes », là où ils ne se sont pas dotés d'institutions académiques autonomes, se recrutent dans toutes les disciplines.

Les apparences semblent donc donner raison à ceux pour qui le caractère informe, divers et souvent banal de l'objet militaire est le signe de son absence d'unité – et d'intérêt. Mais c'est là une vue en partie erronée des choses. Et l'une des thèses centrales de cet ouvrage, celle qui lui servira de fil conducteur, réside dans l'affirmation, entourée des précautions qui s'imposent, de l'existence au cœur de l'objet militaire de spécificités conférant, à des degrés variés, un sens à l'ensemble de ses traits, à la constitution des études qui lui sont consacrées en un champ, et à l'émergence d'un milieu spécialisé dont c'est la raison d'être.

L'évocation ci-dessus de sa multidisciplinarité en fournit, avant même d'entrer dans le vif du sujet, une première illustration : le champ militaire se distingue moins par la simple juxtaposition de points de vue disciplinaires, vite reconnue assez stérile<sup>20</sup>, que par leur habituelle articulation<sup>21</sup>.

20 C'est la conclusion à laquelle parvient Quincy Wright (1942) au terme de sa monumentale synthèse des travaux conduits à Chicago à partir de 1926 dans le cadre du « Causes of War Project ». Prenant acte de l'échec relatif de traitements disciplinaires séparés de la guerre dans son ensemble, il préconise une division thématique du travail qui combine les angles de vue. Son vœu sera largement exaucé dans l'après-guerre.

21 Les attendus dont leurs auteurs font précéder les bibliographies classiques sont tout à fait explicites sur ce point. Harries-Jenkins & Moskos (1981, p. 3) évoquent « l'exceptionnelle perméabilité des frontières disciplinaires » qui caractérise le champ. Pour sa part, Kurt Lang (1972, p. 5) écrit : « Les heures sans nombre que j'ai passées à tenter d'établir des critères explicites [de classement par discipline] me laissent peu convaincu de l'intérêt

Les approches objectivistes longtemps dominantes se sont avérées inadaptées à l'analyse de ce qui constitue le cœur de l'objet militaire, à défaut de l'être toujours à ses aspects plus ou moins périphériques. C'est ce qu'on s'attachera à montrer dans la suite. L'examen de la littérature « militaire » des sciences sociales accumulée sur plus d'un siècle au regard de la valeur heuristique comparée des traitements qu'elle recèle, suggère que les approches par l'action intentionnelle en contexte sont, dans le champ militaire, supérieures à celles qui observent la guerre et la chose militaire de l'extérieur, comme on le ferait de phénomènes naturels. Pour dire les choses autrement, on a le sentiment, à la lecture de Clausewitz et d'Aron, de pénétrer plus avant dans la connaissance de la guerre qu'à la lecture de Bouthoul (aussi utile que celle-ci puisse être par ailleurs, au-delà du rôle prêté à la « relaxation de structures démographiques explosives »). Ce jugement, qui colore la vue d'ensemble offerte ici, repose sur de bonnes raisons qu'on se propose de mettre au jour en justifiant la supériorité heuristique qu'on lui prête.

Plus précisément, s'il s'agit bien ici de présenter un aperçu de la diversité des traitements auquel la guerre et la chose militaire ont pu donner lieu, le point de vue adopté s'inspire d'une tradition de recherche issue de Weber (sociologie compréhensive), de Simmel (logiques de situation et d'interaction), et de la première école de Chicago<sup>22</sup>. Ce sera en particulier le cas, dans la première

---

d'une systématité rigoureuse ». Ceux des sociologues français qui se sont intéressés à la chose militaire ne disent pas autre chose. L'œuvre de Gaston Bouthoul, fondateur de la polémologie, « chapitre nouveau de la sociologie », se proposait de diviser « [...] les faits nombreux dont l'ensemble constitue le phénomène-guerre en éléments techniques, psychologiques, économiques et démographiques » (Bouthoul, 1962, p. 8 et 24). Plus récemment, Alain Joxe, « sociologue de la défense, campant sur un morceau de la sociologie du politique », prend acte de la « globalité du phénomène-guerre et, notamment, son lien étroit, par les armements, avec la science et la technique », admet qu'il est « impossible aujourd'hui d'aborder son étude sans accepter qu'elle puisse être enrichie par l'apport des points de vue théoriques de beaucoup de disciplines », et ajoute « Nous sommes menacés d'une transdisciplinarité sauvage » (Joxe, 1991, p. 30 et 43). L'un des périodiques centraux du champ, *Armed Forces & Society*, fondé en 1974 par Morris Janowitz, porte un sous-titre : *An Interdisciplinary Journal*. Il en va de même du *Journal of Peace Research* fondé en 1964 par Johan Galtung. Une bibliographie couvrant les décennies écoulées depuis lors justifierait plus encore ces jugements.

<sup>22</sup> Cette école comporte, dans la première moitié du <sup>xx</sup>e siècle, plusieurs générations de *social scientists*. Elle emprunte à la philosophie pragmatiste classique (Holmes, Peirce, James, Dewey, G.H. Mead) ses postulats centraux : primat de l'expérience et de l'action, pluralisme (des ordres de réalité, des finalités et orientations de valeur, des moyens de leur réalisation : « L'univers est un multivers », disait William James), qui imposent souvent de concilier des différences, voire des contraires (rejet des dualismes), et induisent de forts degrés d'autonomie rendant problématique l'intégration des éléments au tout. Il en résulte la vision d'une réalité en flux permanent. Il convient d'ajouter aux influences qui s'exercent

partie, s'agissant de la définition/délimitation, de la structure intime du domaine militaire, des tendances historiques qui l'ont affecté sur le long terme ; puis, dans la dernière partie, de l'évocation de son avenir. On se réserve, dans la deuxième partie (chapitre IV : méthodes ; chapitre V : postures de recherche), de resituer cette tradition parmi les autres présentes et actives dans le champ depuis les origines.

De là découle logiquement le primat accordé à l'*action* de type militaire<sup>23</sup> sur les institutions qui la préparent et la conduisent, et sur les rapports de la première et des secondes avec l'environnement social. Il semble en effet difficile d'appréhender les institutions militaires ou d'interpréter les relations armée-État-société sans les référer aux fins et aux moyens contextuellement situés qui sont assignés à une action sans laquelle les unes et les autres perdent une large part de leur raison d'être. Une telle option autorise une disjonction analytiquement utile, difficile sans elle, entre définition organique et définition matérielle de l'action conduite. Elle permet en outre d'éviter certains contresens majeurs<sup>24</sup>.

#### IV

Les développements qui suivent procèdent d'un certain nombre de choix. Le premier est de se fonder sur l'expérience : c'est sur elle qu'on vient de s'appuyer pour affirmer la supériorité d'un type d'approche sur d'autres. Même si un cadre conceptuel, historique et thématique (chapitres I, II et III) s'avère nécessaire au départ pour caractériser l'objet militaire, il s'agit non pas de dire *a priori* ce que doivent être les approches et traitements en honneur dans le champ, mais de tenir compte des acquis d'une littérature internationale émaillée de succès et

---

sur elle celle de Georg Simmel, fort proche de la philosophie pragmatiste sur nombre de points : articulation dynamique entre des contraires (attraction/répulsion, association/dissociation, harmonie/conflict), relativisme contextuel dû à des constellations changeantes d'actions réciproques, etc. L'apport simmelien à cette tradition américaine des origines réside notamment dans l'accent mis sur l'interaction des acteurs et facteurs, ainsi que sur le rôle que joue le sens, partiellement déjà là, partiellement à définir, dans des situations typiques. Le lien entre Simmel et les deux premières générations de l'École de Chicago est direct : des extraits de ses écrits sont traduits et publiés au début du siècle sous forme de feuilleton dans l'*American Journal of Sociology* (édité sur place), et il a dirigé en Allemagne la thèse de Robert E. Park, l'une des figures centrales de Chicago.

- 23 L'action militaire est à prendre au sens large, incluant non seulement le maniement effectif de la force, mais encore son emploi virtuel, et l'ensemble des activités qui les préparent, les entourent ou les suivent.
- 24 On trouve par exemple dans la littérature des *gender studies* l'idée selon laquelle la fonction des institutions militaires est de maintenir des structures patriarcales. S'il est vrai que la conscription de masse a contribué à élargir les différences de statut entre hommes et femmes, le phénomène relève plus d'une conséquence non anticipée, ou d'une instrumentalisation de l'action, que d'un sens premier.

d'échecs, qui commence avec les précurseurs des sciences sociales. On le fera à partir des quelques éléments disponibles de caractérisation de la production de travaux dans le champ. Ces éléments sont d'inégales valeur et portée : certains, systématiques, portent sur deux des traditions nationales (américaine, française) les plus centrales, et une longue période qui s'achève avec la fin de la Guerre froide ; d'autres, plus ténus car plus sectoriels ou portant sur des périodes beaucoup plus courtes, ne permettent guère de généralisations aussi assurées d'elles-mêmes : une étude systématique de la production de travaux de sciences sociales accumulée depuis le début de l'après-Guerre froide reste à faire.

30 Le second consiste à considérer comme hors du champ militaire les conséquences des guerres sur les sociétés qui en sont le théâtre ou y sont parties prenantes. Il s'agit là d'un secteur thématique considérable et du plus grand intérêt, pour l'essentiel jusqu'ici fréquenté par les historiens<sup>25</sup>. Mais, hors les cas où le retentissement de la guerre emporte des conséquences sur la guerre elle-même, il entraînerait trop loin sans que l'action militaire, sa place, ses caractéristiques et réquisits – le cœur du propos de cet ouvrage – n'y interviennent autrement que comme variables indépendantes dont le caractère n'importe pas assez pour donner lieu à analyse.

La troisième option réside dans un renoncement : celui de ne pas céder à la tentation d'écrire un *traité* couvrant le détail des travaux sur chacune des thématiques présentées. La raison en est claire. Un tel projet nécessiterait plusieurs volumes, et il n'est pas certain qu'un seul auteur suffirait à la tâche. Plus modestement, on se limitera ici à la tentative de cadrage conceptuel et méthodologique du champ, doublé d'une sociologie des modes de production de connaissances en son sein, en quoi se résume l'intention qui a présidé au présent ouvrage.

Le projet implique une architecture qui n'est pas sans une certaine complexité. La trame et la chaîne y comportent trois fils principaux : le premier caractérise l'objet militaire (chapitres I et III), ses évolutions anciennes (chapitre II) et récentes (chapitre VI) ; le second analyse, de manière critique, la littérature classique (chapitre IV) et contemporaine (chapitre VIII) à laquelle il a donné lieu ; le dernier s'intéresse aux producteurs de recherche et au milieu qu'ils forment, sous le double angle de ses orientations cognitives (chapitre V) et de

---

25 Le monde anglo-saxon a vu se développer à compter des années 1970, dans le sillon de la « nouvelle histoire sociale », une école connue sous l'étiquette « War & Society ». On peut regretter que les autres disciplines, au premier chef la sociologie, n'imitent pas l'histoire (des exceptions existent : par exemple, Hassner & Marchal, 2003) : sans les clés fournies par la revendication d'égalité à l'issue de guerres totales où risques, épreuves et contraintes étaient largement partagés, on se prive de pistes d'interprétation précieuses pour l'analyse phénomènes sociaux majeurs du xx<sup>e</sup> siècle.

ses caractéristiques sociales (chapitre VII). Le fil conducteur retenu est celui du devenir des spécificités qui s'attachent à l'objet, et de ses conséquences sur le milieu et la littérature.

Le dernier choix concerne la forme de ce livre. Quand bien même il renonce à l'exhaustivité, les sujets dont il traite ne sont pas sans une certaine densité: le danger qui en guette l'expression est celui de la surcharge. Le moyen retenu pour y parer, comme c'est déjà le cas de cette introduction, est de désencombrer le texte principal en renvoyant tout supplément d'information à d'abondantes notes de bas de page. L'espoir de l'auteur est que la lecture en sera facilitée.